

LES PÉNITENCIERS

COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES MESURES CONTRE LES
COUPABLES DE PRISES D'OTAGES

M. Jack Pearsall (Coast Chilcotin): Monsieur l'Orateur, une question au solliciteur général. Compte-t-on prendre des mesures contre les détenus qui ont participé à la récente prise d'otages au pénitencier de New Westminster, en Colombie-Britannique?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): On les enverra à William Head.

L'hon. Francis Fox (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ai discuté de cette question avec le procureur général de Colombie-Britannique de qui relève la justice criminelle dans cette province. On me dit que des accusations ont été portées contre sept des détenus impliqués dans la bagarre qui s'est déroulée au pénitencier de la Colombie-Britannique.

● (1200)

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Non satisfait de la réponse du ministre des Transports, je demande la permission de poursuivre cette discussion à 10 heures.

M. l'Orateur: Selon l'usage, je conseille au député de déposer sa demande sur le Bureau de la manière habituelle.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LA PÉTITION DE CERTAINS ENSEIGNANTS DE SUDBURY
DEMANDANT L'ABROGATION DE LA LOI

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de signaler que le greffier de la Chambre a déposé sur le Bureau le premier rapport du greffier des pétitions dans lequel il déclare avoir examiné la pétition présentée par le député de Nickel Belt et l'avoir trouvée conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

Commission de lutte contre l'inflation

LES RELATIONS OUVRIÈRES

DÉPÔT DU MÉMORANDUM DE RÈGLEMENT ENTRE L'AEM ET
L'AID

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le document que je dépose est un mémorandum de règlement entre l'Association des employeurs maritimes et la Section 269 de l'Association internationale des débardeurs dont il sera question dans un bill que je vais présenter.

Comme le savent les députés, monsieur l'Orateur, il n'a pas été possible d'en arriver à un règlement en ce qui concerne la grève qui paralyse depuis déjà longtemps le port de Halifax. Le Parlement doit donc légiférer à cet égard. Étant donné le caractère urgent de l'affaire, je demanderais le consentement unanime de la Chambre pour que le bill soit étudié en comité plénier, plutôt que par un comité permanent. La Chambre acceptera peut-être aussi de poursuivre la séance jusqu'à ce que le bill reçoive la sanction royale, en suspendant s'il le faut la séance pendant un moment, si cette sanction n'a pas lieu avant l'heure normale d'ajournement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Peut-être devrions-nous passer au dépôt de bills avant d'étudier la proposition du ministre.

[Plus tard]

A la présentation des projets de loi, le ministre du Travail (M. Munro) a prié la Chambre de donner son consentement unanime à la présentation sans avis préalable d'un bill intitulé «Loi portant reprise du débardage et des activités connexes au port d'Halifax». La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, nous sommes d'accord pour qu'on présente ce bill mais en ce qui concerne les autres demandes du ministre, il vaudrait peut-être mieux consulter la Chambre durant la séance.

M. l'Orateur: J'ai demandé précisément et uniquement la permission de présenter le bill maintenant. Une fois qu'il sera présenté, mis à l'ordre du jour et discuté, la Chambre sera peut-être disposée à consentir à autre chose.

* * *

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

DÉPÔT DU PREMIER RAPPORT ANNUEL

M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais déposer le premier rapport annuel de la Commission de lutte contre l'inflation établi dans les deux langues officielles.